RCS : SAVERNE
Code greffe : 6751

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de SAVERNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2008 B 00100
Numéro SIREN : 500 143 979
Nom ou dénomination : SFPC

Ce dépôt a été enregistré le 27/04/2021 sous le numéro de dépôt 909

08 / B / 100

A / 00

27 AVR. 2021

SFPC

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 1.347.550 €

Société d'Expertise Comptable
Inscrite à l'Ordre de la Région Grand Est

2 Rue des Boulangers
67140 ZELLWILLER

500 143 979 R.C.S. SAVERNE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES EN DATE DU 23 DECEMBRE 2020

(...)

QUATRIEME DECISION UNANIME

Les associés, à l'unanimité, prennent acte de l'arrivée du terme du mandat de M. Stéphane DIEMUNSCH le 3 Janvier 2021 ; et décident de nommer en remplacement, à compter du 4 Janvier 2021 et pour une durée illimitée : M. Michel GABLE, Expert-comptable inscrit auprès de l'Ordre de la Région de Strasbourg, né le 8 Juillet 1960 à MULHOUSE, demeurant 3 Rue des Boulangers 67140 ZELLWILLER, qui a indiqué accepter ces fonctions.

CINQUIEME DECISION UNANIME

Les associés, à l'unanimité, sous réserve de la notification à la Société de la cession par M. Stéphane DIEMUNSCH d'une (1) part sociale lui appartenant au profit de M. Michel GABLE, décident de modifier en conséquence l'article 7 des statuts dont la rédaction sera alors la suivante :

« Article 7 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés

Le capital social est fixé à la somme d'UN MILLION TROIS CENT QUARANTE SEPT MILLE CINQ CENT CINQUANTE EUROS (1.347.550 €). Il est divisé en 134.755 parts, de 10 € chacune, numérotées de 1 à 134.755, intégralement libérées.

Les parts sociales sont réparties entre les associés ainsi qu'il suit :

A M. Michel GABLE, CENT VINGT-SEPT MILLE DEUX CENT CINQUANTE-QUATRE PARTS SOCIALES, Numérotées de 7.502 à 134.755, ci : 127.254 parts

A M. Stéphane HELSLY, UNE PART SOCIALE, Numérotée 1, ci : 1 part

A la société CLYC, SEPT MILLE CINQ CENTS PARTS SOCIALES, numérotées de 2 à 7.501 inclus, ci : *7.500 parts*

==========

Total égal au nombre de parts composant le capital : *134.755 parts.*

La société communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. »

(...)

Extrait certifié conforme

La Gérance

081100

27 AVR. 2021

A1969

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

Entre les soussignés :

M. Stéphane DIEMUNSCH
Né le 8 Mai 1960 à MULHOUSE
De nationalité française
Demeurant 36 Avenue du Rhin 67100 STRASBOURG
Célibataire, non lié par un pacte civil de solidarité

Ci-après également désignée le « Cédant »
D'une part,

Et :

M. Michel GABLE
Né le 8 Juillet 1960 à MULHOUSE
De nationalité française
Demeurant 3 Rue des Boulangers 67140 ZELLWILLER
Marié sous le régime de la communauté universelle avec Mme Carole PETER, intervenant aux présentes, selon acte de changement de régime matrimonial reçu par Me Philippe KOENIG, Notaire à ALTKIRCH, le 16 septembre 2000, homologué par jugement du Tribunal de Grande Instance de SAVERNE en date du 15 mars 2002, non modifié depuis

Ci-après également désignée le « Cessionnaire »
De seconde part,

Le Cédant et le Cessionnaire sont ci-après désignés collectivement les « **Parties** » ou individuellement une « **Partie** ».

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Suivant acte sous seings privés en date à ZELLWILLER du 17 Septembre 2007, il existe une société à responsabilité limitée d'expertise-comptable inscrite auprès de l'Ordre de la Région Grand Est, dénommée SFPC, au capital de 1.347.550 €, divisé en 134.755 parts de 10 € chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 2 Rue des Boulangers 67140 ZELLWILLER et dont le numéro unique d'identification est le 500 143 979 RCS SAVERNE (ci-après la « **Société** »).

La Société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable.

Le Cédant possède 1 part sociale de 10 € de valeur nominale, numérotée 7.502, qu'il a acquise le 23 Décembre 2020 pour exercer les fonctions de cogérant de la Société conformément aux conditions posées par l'ordonnance 45-2138 du 19 Septembre 1945 relative à l'exercice de la profession d'expert-comptable. Son mandat arrivant à terme, il a convenu du retour de ce titre au profit de M. Michel GABLE, qui reprend le mandat social dans le cadre du cumul emploi-retraite.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1. **Cession de parts sociales**

Par les présentes, **M. Stéphane DIEMUNSCH cède et transporte**, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, **à M. Michel GABLE**, qui l'accepte sous les mêmes conditions, la pleine propriété d'**UNE (1) PART SOCIALE** de la Société, numérotée 7.502, lui appartenant.

Le Cessionnaire devient l'unique propriétaire de la part sociale cédée à compter de ce jour et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à cette part, sans exceptions ni réserves.

Article 2. **Prix – Paiement**

La cession de la part sociale de la Société est consentie par M. Stéphane DIEMUNSCH et acceptée par M. Michel GABLE moyennant le prix de **TRENTE-DEUX EUROS** (32 €), laquelle somme a été payée comptant ce jour.

Mme Carole PETER, conjoint de M. Michel GABLE, intervient au présent acte à l'effet de confirmer avoir été informée conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, que le prix de la présente acquisition de part était payé au moyen de fonds dépendant de la communauté de biens existant entre elle et le Cessionnaire, et qu'elle ne revendiquait pas la qualité d'associée.

Article 3. **Déclarations du Cédant et du Cessionnaire**

Le Cédant, personne physique, déclare :

- Elle est de nationalité française.
- Elle réside en France au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.
- Elle ne fait l'objet d'aucune des mesures de protection des majeurs prévues par la loi n°68-5 du 3 janvier 1968, affirmant qu'aucune instance ou mesure de procédure dans ce domaine n'est actuellement en cours et qu'aucune mention ne figure à son sujet au répertoire civil, ajoutant n'avoir pas modifié son régime matrimonial depuis la signature du contrat de mariage sous le régime de la communauté universelle par-devant Me Philippe KOENIG, Notaire à Altkirch, le 16 septembre 2000, et n'avoir fait l'objet d'aucune intervention de justice quant aux droits des époux.
- Elle n'est pas en état de cessation des paiements, ni ne fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.
- Elle a la capacité de signer la présente cession.
- Être pleinement propriétaire de la part sociale cédée et que son droit de propriété sur la part sociale ne fait pas l'objet et n'a jamais l'objet d'une quelconque contestation ou réclamation par un tiers.
- La part sociale qu'elle cède et dont elle à la libre disposition, a été émise régulièrement, a été intégralement libérée et elle n'est grevée d'aucun nantissement, charge, garantie ou quelconque sûreté ou droit au profit d'un tiers.
- Elle n'a consenti aucun autre droit de préférence ou de préemption, ni aucune option d'achat à quiconque sur les parts sociales de la Société.
- La Société n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou d'une procédure de sauvegarde des entreprises.

Le Cessionnaire, personne physique, déclare :

- Elle est de nationalité française.
- Elle réside en France au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.
- Elle ne fait l'objet d'aucune des mesures de protection des majeurs prévues par la loi n°68-5 du 3 janvier 1968, affirmant qu'aucune instance ou mesure de procédure dans ce domaine

n'est actuellement en cours et qu'aucune mention ne figure à son sujet au répertoire civil, ajoutant n'avoir pas modifié son régime matrimonial depuis la signature du contrat de mariage sous le régime de la communauté universelle par-devant Me Philippe KOENIG, Notaire à Altkirch, le 16 septembre 2000, et n'avoir fait l'objet d'aucune intervention de justice quant aux droits des époux.

- Elle n'est pas en état de cessation des paiements, ni ne fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.
- Elle a la capacité de signer la présente cession.
- L'origine des fonds versés en vue de l'acquisition de la part sociale est licite et ne provient pas d'une activité contraire à la législation qui lui est applicable notamment au Titre VI (Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux) du Livre V du Code monétaire et financier.
- Elle n'a pas facilité par tout moyen la justification mensongère de l'origine des biens ou revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect, ni apporté un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit.

Les Parties déclarent en outre que :

- Elles ont arrêté et convenu du prix de cession de la part de la Société exclusivement entre elles-mêmes. Elles reconnaissent que le rédacteur de la présente cession n'a pas été impliqué dans leurs négociations et que la présente cession a été préparée sur la base des seules informations et instructions qu'elles ont fournies concernant la détermination du prix de cession et ses modalités de paiement. A cet égard, les Parties donnent décharge pure et simple, entière et définitive, au rédacteur de la présente cession.
- Le rédacteur de la présente cession les a informées des dispositions de l'article L 17 du Livre des Procédures Fiscales, qui autorisent l'administration fiscale à ajuster le prix ou l'évaluation d'un actif ayant servi de base à la perception d'une imposition lorsque ce prix ou cette évaluation paraît inférieur à la valeur vénale réelle des actifs transmis ou désignés dans les actes ou déclarations.
- La phase précontractuelle au cours de laquelle ont eu lieu les échanges et négociations entre elles, a été conduite de bonne foi et chacune des Parties reconnaît avoir bénéficié, durant cette phase, de toutes les informations nécessaires et utiles pour lui permettre de s'engager en toute connaissance de cause.

Article 4. **<u>Agrément</u>**

M. Michel GABLE étant déjà associé de la Société, la présente cession ne nécessite aucun agrément.

Article 5. **<u>Absence de garantie</u>**

Le Cessionnaire décharge expressément le Cédant de toute garantie d'actif et de passif au titre de la présente cession de part sociale. En conséquence, le Cédant ne sera tenu à aucune indemnité à l'égard du Cessionnaire en cas de diminution d'actif ou d'augmentation de passif de la Société susceptible de se révéler après la réalisation de la présente cession de part sociale, dont l'origine serait antérieure à celle-ci.

Le Cessionnaire reconnait que son attention a été particulièrement attirée notamment par le rédacteur de la présente convention, sur la portée de cette stipulation et sur les risques éventuels pouvant en découler et décharge expressément le rédacteur de toutes responsabilités à cet égard.

Article 6. **Origine de propriété – Plus-value de cession**

La part cédée a été acquise par M. Stéphane DIEMUNSCH par acte de cession en date du 23 Décembre 2020, moyennant le prix de 32 €, de sorte que la présente opération n'engendre aucune plus ou moins-value de cession.

Article 7. **Déclaration pour l'enregistrement**

Sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, les Parties déclarent que le présent contrat exprime l'intégralité du prix convenu.

Le Cédant déclare que la Société est soumise à l'impôt sur les sociétés et que la part sociale cédée a été créée en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts et que le nombre total de parts de la Société à ce jour est de 134.755 parts sociales.

Le présent acte sera soumis à l'enregistrement, conformément à l'article 726 du Code Général des Impôts, au taux de 3% sur le prix de cession, après application d'un abattement 23.000 €. Compte tenu du prix de cession, seul le minimum de perception de 25 € sera dû. Ces droits d'enregistrement seront pris en charge par le Cessionnaire.

Article 8. **Frais**

Le Cessionnaire supportera les frais d'enregistrement, droits et honoraires liés à la présente cession, à l'exception des frais et droits se rattachant à la modification des statuts et à la mise au jour au Registre des bénéficiaires effectifs, qui seront supportés par la Société.

Article 9. **Formalités de publicité**

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Article 10. **Loi informatique et libertés – RGPD**

Les Parties conviennent que les informations recueillies dans le cadre de la conclusion de la présente cession pourront être utilisées par chacune d'elles pour des finalités de gestion, de sécurisation et pour satisfaire à leurs obligations légales et réglementaires. Ces informations pourront faire l'objet d'un traitement informatique.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux données personnelles et notamment les dispositions de la loi "informatique et libertés" n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement du Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD), les Parties reconnaissent aux termes des présentes qu'elles bénéficient d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent.

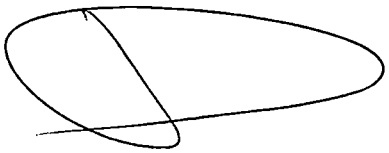
Article 11. **Droit applicable – Litiges**

Le présent acte est soumis à la loi française.

Toutes contestations qui pourraient s'élever entre les Parties à l'occasion de l'interprétation, de la validité ou de l'application du présent acte sera de la compétence exclusive des Tribunaux de STRASBOURG.

Fait à Zellwiller
Le 4 Janvier 2021,
En 4 exemplaires, dont un destiné à l'enregistrement, un pour le dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés et un pour chacune des Parties

M. Stéphane DIEMUNSCH :

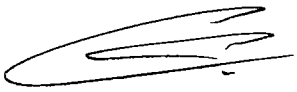


M. Michel GABLE :



Avec l'intervention du conjoint commun en biens :

Mme Carole PETER :



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
STRASBOURG
Le 20/01/2021 Dossier 2021 00012450, référence 6704P61 2021 A 00968
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

08/B/100

27 AVR 2021

A/000

SFPC

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 1.347.550 €

Société d'Expertise Comptable
Inscrite à l'Ordre de la Région Grand Est

2 Rue des Boulangers
67140 ZELLWILLER

500 143 979 R.C.S. SAVERNE

STATUTS MIS A JOUR

Cession de part sociale

Certifiés conformes

M. Michel GABLE
Gérant

4 Janvier 2021

Article 1. **Forme**

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une **société à responsabilité limitée** régie par le Livre II et le titre II du livre VIII du Code de commerce et l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts.

Article 2. **Dénomination sociale**

La dénomination est : **« SFPC ».**

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres « S.A.R.L. » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre, où la société est inscrite.

Article 3. **Objet social**

La société a pour objet l'exercice de la **profession d'expert-comptable**.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Article 4. **Siège social**

Le siège social est fixé : **2 Rue des Boulangers 67140 ZELLWILLER.**

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par une décision extraordinaire des associés, et partout ailleurs sur le territoire français, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5. **Durée**

La durée de la société est fixée à **99 années** à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6. **Apports - Formation du capital**

A la constitution, M. Michel GABLE a apporté à la société une somme en espèces de mille euros (1.000,- €). Cette somme de 1.000 € a été, déposée à la BANQUE POPULAIRE D'ALSACE – Agence de COLMAR, ouvert au nom de la société en formation.

Mme Carole PETER, conjointe commune en biens de l'apporteur a déclaré avoir été valablement informée des apports effectués par son conjoint et n'a pas demandé pas à être personnellement associée. Les parts rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à M. Michel GABLE.

Aux termes des décisions de l'Associé Unique en date du 17 octobre 2007, le capital social a été augmenté de 1.346.550 € pour le porter de 1.000 € à 1.347.550 € au moyen de la création de 134.655 parts sociales nouvelles de 10 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées, et attribuées à M. Michel GABLE en rémunération de son apport à la Société de 57.300 actions de la société MGA, Société Anonyme d'Expertise Comptable au capital de 1.321.280 €, ayant son siège 2 rue des Boulangers 67140 ZELLWILLER, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAVERNE sous le numéro 444 555 981, évaluées à 1.346.550 €.

Article 7. **Capital social - Répartition des parts- Liste des associés**

Le capital social est fixé à la somme d'**UN MILLION TROIS CENT QUARANTE SEPT MILLE CINQ CENT CINQUANTE EUROS** (1.347.550 €). Il est divisé en 134.755 parts, de 10 € chacune, numérotées de 1 à 134.755, intégralement libérées.

Les parts sociales sont réparties entre les associés ainsi qu'il suit :

A **M. Michel GABLE**, CENT VINGT-SEPT MILLE DEUX CENT CINQUANTE-QUATRE PARTS SOCIALES, Numérotées de 7.502 à 134.755, ci :	**127.254 parts**
A **M. Stéphane HELSLY**, UNE PART SOCIALE, Numérotée 1, ci :	**1 part**
A la société **CLYC**, SEPT MILLE CINQ CENTS PARTS SOCIALES, numérotées de 2 à 7.501 inclus, ci :	**7.500 parts**
	==========
Total égal au nombre de parts composant le capital :	**134.755 parts.**

La société communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

Article 8. **Opérations sur le capital**

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables.

Article 9. **Transmission des parts**

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales est requis pour toute cession de parts au profit d'un tiers.

Toutefois, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, entre conjoints et entre ascendants et descendants ; elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux et librement cessibles.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. La notification doit contenir les nom et prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège social et forme juridique de chacun des cessionnaires, le nombre de parts sociales à céder, le prix, les conditions et modalités de payement de la cession projetée.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit, dans les formes, conditions et délais prévus pour les décisions extraordinaires, convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la société n'est pas motivée ; elle est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la société. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois par décision de justice sans qu'il puisse excéder neuf mois en tout. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

Le cédant peut, à tout moment, signifier à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sa renonciation à son projet de cession.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider, dans le même délai de trois mois, éventuellement prolongé, d'acheter les parts du cédant au prix déterminé dans les conditions ci-dessus stipulées et de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus exposées, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel achat par la société, centraliser les demandes d'achat émanées des autres associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prolongé, lorsqu'aucune des solutions ci-dessus exposées n'est intervenue, l'associé cédant peut réaliser la cession initialement projetée, dès lors qu'il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés, les tiers désignés par eux ou la société, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

Si le cédant refuse, la cession est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société spécialement habilité à cet effet, qui signera l'acte de cession aux lieu et place du cédant.

Les stipulations qui précèdent et la procédure qu'elles décrivent sont applicables à toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine ou d'une adjudication publique en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions ci-dessus stipulées, comme s'il s'agissait d'un projet de cession.

Toutefois, si les parts sont vendues en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société dans les conditions stipulées au présent paragraphe, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

Article 10. <u>Revendication de la qualité d'associé par le conjoint commun en biens</u>

En cas d'apport de biens ou de deniers communs ou d'acquisition de parts de capital au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

Si la notification intervient lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur doit être agréé personnellement par la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

La décision des associés est notifiée au conjoint par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de refus d'agrément, seul le conjoint souscripteur ou acquéreur demeure ou devient associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

Le défaut de notification dans le délai de trois à compter de la date de la notification emporte agrément du conjoint comme associé à hauteur de la moitié des parts sociales souscrites ou acquises.

Article 11. <u>Cessation d'activité d'un professionnel associé</u>

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser la part du capital social détenue par des experts-comptables au-dessous des quotités légales, la société saisit le conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Au cas où les dispositions du précédent alinéa ne sont plus respectées, l'associé est exclu de la société, ses parts sociales étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration des délais mentionnés aux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du code civil.

Article 12. **Prérogatives et obligations attachées aux parts sociales**

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

Chaque part sociale, qu'elles soient de capital ou d'industrie, confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Chaque associé participant aux décisions collectives dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13. **Responsabilité des associés**

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Article 14. **Gérance**

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits à l'Ordre des experts-comptables et nommés, pour une durée illimitée, par décision ordinaire des associés.

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les associés, le ou les gérants peuvent faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

En cas de pluralité de gérants, l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ceux-ci en ont eu connaissance.

Les gérants, révocables par décision ordinaire des associés, peuvent démissionner de leurs fonctions.

Article 15. Conventions entre la société et un gérant ou un associé

Les conventions qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

Article 16. Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés.

Les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée, par voie de consultation écrite des associés ou pourront résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

1. L'assemblée est convoquée par la gérance ou, à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou, encore par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

   En cas de pluralité des gérants, chacun peut agir séparément.

   Pendant la liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

   Les assemblées sont réunies au lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés, quinze jours au moins avant la date de réunion. Celle-ci indique l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

La délibération est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

2. En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours, à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit.

   La réponse est faite par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

   La consultation est mentionnée dans un procès-verbal, auquel est annexée la réponse de chaque associé.

   Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Article 17. **Décisions collectives ordinaires**

Sont qualifiées ordinaires, les décisions d'associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni la modification des statuts

Ces décisions sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois et, les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Article 18. **Décisions collectives extraordinaires**

Sont qualifiées extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les modifications des statuts sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés. La décision n'est valablement adoptée que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

Toutefois :

- le changement de nationalité de la société, l'augmentation des engagements des associés, ou la transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, ou en société par actions simplifiée, ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité des associés ;

- les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société ou nanties qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales ;
- la transformation en société anonyme, sous réserve que les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750.000 €, est décidée par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales ;
- l'augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices est décidée par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Article 19. **Droit de communication des associés**

Lors de toute consultation des associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

Article 20. **Année sociale**

L'exercice social commence le 1er Janvier et se termine le **31 Décembre** de chaque année

Article 21. **Affectation des résultats et répartition des bénéfices**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Article 22. **Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.